

**Mission de l’établissement Dépositaire d’OPCVM**

****

**Guide pratique**

**Février 2018**

Table des matières

[1. Principe de base de la mission de l’établissement dépositaire d’OPCVM 3](#_Toc505599974)

[1.1. Définition 3](#_Toc505599975)

[1.2. Qu’est-ce qu’un Dépositaire d’OPCVM ? 4](#_Toc505599976)

[1.3. Qui peut exercer la fonction d’établissement dépositaire ? 4](#_Toc505599977)

[2. Entrée en relation avec l’OPCVM ou la société de gestion : 5](#_Toc505599978)

[3. Mission de l’établissement dépositaire : 5](#_Toc505599979)

[3.1. Moyens de l’établissement dépositaire 5](#_Toc505599980)

[3.2. Conservation et tenue de position  des Actifs de l’OPCVM: 6](#_Toc505599981)

[3.2.9.1. Centralisation des ordres de souscriptions et rachats de parts ou d’actions d’OPCVM : 9](#_Toc505599982)

[3.2.9.2. Gestion du compte émission de l’OPCVM : 9](#_Toc505599983)

[3.3. Contrôle de la régularité des décisions de gestion 9](#_Toc505599984)

[3.4. Correction des anomalies 10](#_Toc505599985)

[4. Résiliation de la convention entre l’établissement dépositaire et l’OPCVM ou la société de gestion 10](#_Toc505599986)

[5. Reporting à communiquer à l’AMMC par le Teneur de Comptes Dépositaire 10](#_Toc505599987)

[Annexes 11](#_Toc505599988)

[Annexe I : Mentions minimales de la convention établissement dépositaire / SICAV ou établissement de gestion 11](#_Toc505599989)

[Annexe II : Formules de valorisation des Actifs 14](#_Toc505599990)

[Annexe III : Formules de calcul des ratios réglementaires 17](#_Toc505599991)

[Annexe IV : Reporting 21](#_Toc505599992)

Préambule

Ce guide élaboré d’une manière didactique intervient à l’issue d’une série d’entretiens avec des établissements dépositaires et de plusieurs réunions d’un groupe de travail associant les spécialistes du métier de « Contrôle Dépositaire d’OPC ».

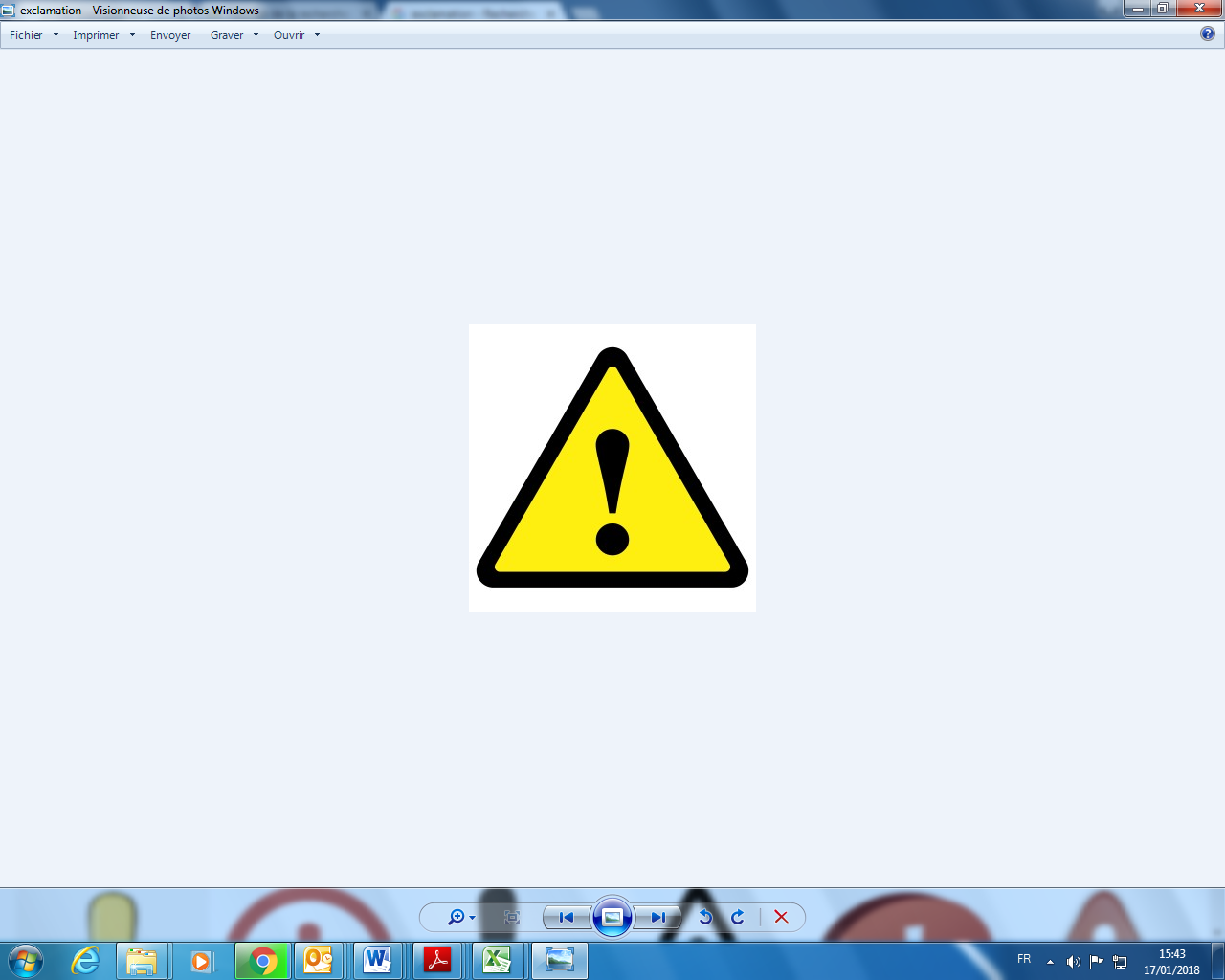
En effet, il est apparu utile de faire un état des lieux des pratiques des établissements dépositaires afin d’identifier des zones de faiblesse ou de risque, et les dispositions réglementaires dont les modalités d’application pratiques méritaient d’être précisées.

L’objectif de ce Guide est de :

* Mettre à la disposition des établissements dépositaire un document de référence pratique qui recense l’ensemble des dispositions réglementaires et pratique pour leur faciliter la tâche dans l’exercice de cette mission.
* Harmoniser les pratiques d’exercice de la mission du Contrôle dépositaire entre les établissements dépositaires de la place marocaine.

Ce guide de bonnes pratiques n’est en aucune façon une norme professionnelle.

Il se présente sous forme d’étapes depuis l’entrée en relation avec la société de gestion ou la SICAV jusqu’à la résiliation de la convention entre les deux parties, en passant par les reporting à adresser au régulateur. Il comprend également un lexique en vue de mieux appréhender le vocabulaire propre au métier du dépositaire.

 **Important :**

|  |
| --- |
| Il est entendu de préciser que les dispositions prévues dans ce guide n’étant que des clarifications de textes déjà entrés en vigueur.  A cet effet, il est nécessaire de se référer, également, à la documentation légale, réglementaire et technique en vigueur listée ci-dessous : |

* La circulaire de l’AMMC
* Loi n° 1-93-212 relative au conseil déontologique des valeurs mobilières et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l’épargne
* La loi n° 1-93-213 relative aux Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières
* Arrêté du ministre des finances et de la privatisation n° 1670-07 relatif à la classification des OPCVM ;
* Arrêté du ministre des finances et de la privatisation n° 2541-13 relatif aux règles de composition des actifs des organismes de placement collectif en valeurs mobilières
* Arrêté du ministre des finances et des investissements n° 2898-94 fixant le montant minimum du capital social exigé des établissements de gestion de FCP
* Arrêté du ministre de l’économie et des finances n°2542-13 fixant le plafond des emprunts d’espèces pouvant être effectués par un organisme de placement collectif en valeurs mobilières
* La circulaire de l’Office des changes n° 1721 ;
* Le règlement Général pour du FCP et les Statuts de la SICAV.

Ce guide fera l’objet de mises à jour régulières en fonction de l’évolution réglementaire et des pratiques des professionnels.

1. Principe de base de la mission de l’établissement dépositaire d’OPCVM
   1. Définition

Au sens du présent guide et de la réglementation en vigueur, on entend par :

Actif

L’actif d'un OPCVM, est l’ensemble des liquidités et valeurs mobilières figurant à l’actif de son bilan.

Actif net

L’actif net d'un OPCVM est le montant de son actif comptable diminué des dettes dudit OPCVM.

Frais de gestion

L’ensemble des charges d’exploitation encourues par un OPCVM, à l’exclusion de la charge des emprunts.

Instruments financiers

Sont considérés comme instruments financiers :

* Les titres de capital représentés par les actions et autres titres donnant ou pouvant donner accès, directement ou indirectement, au capital ou aux droits de vote, transmissibles par inscription en compte ou tradition ;
* Les titres de créance qui représentent chacun un droit de créance sur la personne morale qui les émet, transmissibles par inscription en compte ou tradition, à l'exclusion des effets de commerce et des bons de caisse ;
* Les parts ou actions d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières ;
* Les parts et les titres de créance émiss par les Fonds Collectifs en titrisation et les parts des Organismes de Placement collectif en capital ;
* Les instruments financiers à terme.

Liquidités

Les fonds déposés à vue ou pour une durée n'excédant pas deux ans.

Organisme de Placement Collectif en valeurs Mobilières : OPCVM

Un organisme de placements collectif en valeurs mobilières (OPCVM) est un portefeuille dont les fonds investis sont placés en valeurs mobilières ou autres instruments financiers. *Toute Société d’Investissement à Capital Variable (SICAV) ou Fonds Commun de Placement (FCP).*

Règles prudentielles

L’ensemble des règles de composition et de répartition des actifs des OPCVM fixées par les lois, arrêtés et circulaires précités.

Sensibilité d’un OPCVM

La sensibilité d’un OPCVM correspond à la somme pondérée des sensibilités des titres composant son portefeuille. La pondération de chaque ligne correspond à son poids dans l’actif net de l’OPCVM.

Valeur Liquidative : VL

La VL d’une action ou part d'un OPCVM, est le montant obtenu en divisant son actif net par le nombre d'actions ou de parts dudit OPCVM.

* 1. Qu’est-ce qu’un Dépositaire d’OPCVM ?

Les établissements dépositaires d’organismes de placement collectif en valeur mobilière (OPCVM) ont deux missions principales : ils conservent les actifs détenus par les organismes de placement collectifs (OPC) et s’assurent de la régularité des décisions de l’OPCVM par rapport aux dispositions législatives et réglementaires applicables ainsi que celles figurant dans le Règlement de gestion du FCP ou les Statuts de la SICAV et la note d’information visé par l’AMMC.

* 1. Qui peut exercer la fonction d’établissement dépositaire ?

Conformément aux dispositions de l’article 29 de la loi 1-93-213 seules peuvent exercer la fonction d’établissement dépositaire les personnes morales ayant leur siège social au Maroc suivantes:

* les banques agréées conformément à la législation qui les régit ;
* la caisse de dépôt et de gestion ;
* et les établissements ayant pour objet le dépôt, le crédit, la garantie, la gestion de fonds ou les opérations d’assurance et de réassurance.

Ces établissements doivent figurer sur une liste arrêtée par le ministre chargé des finances, après avis de l’AMMC.

1. Entrée en relation avec l’OPCVM ou la société de gestion :

L’entrée en relation de l’établissement dépositaire avec l’OPCVM ou la société de gestion doit être matérialisée par une convention, signée par les deux parties.

Cette convention définie les conditions d'exercice de la mission de l'établissement dépositaire de tout OPCVM, elle doit spécifier, notamment :

* L’identité et la qualité des parties ;
* Les obligations de la SICAV ou de la société de gestion;
* Les obligations de l’établissement dépositaire ;
* La rémunération de l’établissement dépositaire ;
* La description des modalités de communication des informations entre les parties ;
* Les conditions et les modalités de résiliation.

Il est à rappeler que cette convention fait partie intégrante du dossier de demande d’agrément de l’OPCVM.

Les mentions minimales de la convention entre l’établissement dépositaire / SICAV ou établissement de gestion sont en annexe I du présent guide.

1. Mission de l’établissement dépositaire :

Les principales missions du Dépositaire d’OPCVM sont:

1. La Conservation des actifs ;
2. L’exécution des instructions de l’OPCVM ou de la Société de Gestion ;
3. Le contrôle de la régularité des décisions de gestion prises par l’OPCVM ou la société de gestion ;

En outre, le dépositaire exerce des tâches de gestion du passif pour le compte de l’OPCVM.

En effet, la gestion du passif correspond principalement à centraliser tous les ordres de souscription et de rachat de parts ou d’actions d’OPCVM.

* 1. Moyens de l’établissement dépositaire

L’établissement dépositaire doit se doter de moyens humains et techniques suffisants ainsi que d’une organisation lui permettant de remplir ses missions dans les meilleures conditions.

Il élabore, et actualise régulièrement, un manuel des procédures fixant les règles de fonctionnement nécessaires à l’accomplissement de sa mission telle que spécifiées dans la circulaire de l’AMMC.

* Le manuel des procédures doit clairement définir :
* Les types de contrôle à effectuer ;
* Les procédures relatives à chaque type de contrôle ;
* La fréquence de contrôle,
* Les procédures de correction des anomalies
* Les procédures d’archivage de la correspondance en matière de contrôle.
  1. Conservation et tenue de position  des Actifs de l’OPCVM:

La conservation des actifs consiste à mettre en place des infrastructures qui garantissent dans un environnement sécurisé, le dépôt, la restitution et la conservation de la valeur des actifs déposés. La conservation des titres implique de recevoir les titres entrants, d'exécuter les livraisons ou de traiter des opérations telles que les encaissements de coupons ou les remboursements d'obligations.

* + 1. Garde des actifs de l’OPCVM

La garde des actifs de l’OPCVM doit être confiée à un établissement dépositaire unique, distinct de l’OPCVM ou de la Société de Gestion. Cet établissement dépositaire doit assurer cette mission avec diligence.

Actifs investis à l’Etranger :

La conservation des actifs investis à l’étranger doit être faite dans un compte ouvert par l’établissement dépositaire dudit OPCVM auprès d’un teneur de comptes étranger, établi dans le pays dans lequel le placement est réalisé, dûment habilité à cet effet par les autorités compétentes en la matière et affilié auprès d’un ou plusieurs dépositaires centraux. Ce compte titres fait l’objet d’une convention précisant les droits et obligations de l’établissement dépositaire et du teneur de comptes étranger.

Dès réception de la notification du teneur de comptes étranger, l’établissement dépositaire inscrit, dans ses propres livres et au nom de l’OPCVM, les placements réalisés par ce dernier à l’étranger, les droits y rattachés ainsi que les provisions espèces en devises et ce, concomitamment avec les inscriptions effectuées par les teneurs de comptes étrangers.

* + 1. La tenue de position :

Elle consiste à identifier dans un registre, les caractéristiques de l’actif (contrats financiers, dépôts, créances) et à enregistrer leurs mouvements afin d’en assurer la traçabilité

La société gestionnaire adresse au dépositaire dès qu’elle en a connaissance : Les éléments caractéristiques relatifs à la conclusion d’un nouveau contrat cadre portant sur des contrats financiers ou aux modifications d’un contrat cadre existants ; les documents relatifs à tous les dépôts (bons de caisse) effectués auprès d’un autre établissement ; les documents permettant au dépositaire d’avoir connaissance des caractéristiques des dépôts.

* + 1. Les travaux de rapprochements

L’établissement dépositaire effectue :

Dans les deux (2) jours ouvrés qui suivent le calcul de la valeur liquidative :

***Rapprochement des actifs :*** Il s’agit du rapprochement entre le portefeuille obtenu de la société de gestion et les titres inscrits au compte de l’OPCVM.

***Rapprochement des espèces*** : Il s’agit du rapprochement du solde et des mouvements de liquidité obtenu de la Société de Gestion avec ceux enregistrés sur le compte de l'OPCVM.

***Rapprochement des porteurs de parts :*** c’est le rapprochement entre le nombre de parts obtenu de la société de gestion et celui inscrit dans ses livres.

* + 1. Inventaire des actifs détenus par un OPCVM

L’établissement dépositaire établit et certifie, au moins une fois par trimestre, l’inventaire des actifs de l'OPCVM.

Il tient l’inventaire dûment certifié à la disposition du commissaire aux comptes de l’OPCVM, des porteurs de parts ou actionnaires et de toute personne assermentée et spécialement commissionnée par l’AMMC.

L’inventaire des actifs est présenté avant souscription/rachat du jour d’arrêté, à l’exception de l’arrêté comptable des fonds qui doit être présenté après souscription/rachat.

* + 1. L’exécution des instructions de l’OPCVM ou de la Société de Gestion

Pour mouvementer les comptes titres et espèces de l’OPCVM, Il faut toujours une instruction de cet OPCVM ou de la société de gestion.

Sous réserves des dispositions légales permettant, dans certains cas, le prélèvement d’office sur un compte espèces, l’établissement dépositaire :

* Assure le règlement livraison des opérations initiées, au Maroc ou à l’étranger, par l’OPCVM ou la société de gestion.
* Ne peut utiliser les actifs dont il assure la conservation sans instruction de l’OPCVM ou de l’établissement de gestion, à l'exception des mouvements issus d'Opérations Sur Titres (OST) à caractère obligatoire.
* Informe, par écrit et dès qu’il en aura pris connaissance, la société de gestion des évènements affectant la vie des titres détenus en portefeuille.

Opérations de placement à l’étranger :

Les opérations de placements en devises par un OPCVM doivent être effectuées dans les pays membres de l’Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE) et/ou les pays membres de l’Union Européenne (UE) et/ou dans les pays de l’Union du Maghreb Arabe (UMA).

Pour ses opérations de placements à l’étranger, l’OPCVM est autorisé à investir dans les produits financiers suivants :

* les dettes souveraines des pays membres de l’OCDE, UE et UMA ;
* les titres de capital côtés, en spot, en bourse ou sur tout marché réglementé ;
* les titres de créances dont la notation équivalente en Standard and Poor’s (S&P) est au minimum A+;
* Les dépôts effectués chez des banques étrangères dont la notation financière équivalente en S&P est :
* entre AA- et AAA pour le moyen et long terme ;
* A-1+ pour le court terme ;

- les parts ou actions d’OPC agréés par l’Autorité de marché.

La société de gestion doit :

* Informer l’établissement dépositaire de l’exécution des ordres d’achat et de vente de titres et ce, au plus tard, à la fin de la journée de l’exécution.
* Transmettre de manière immédiate, au(x) dépositaire(s) des OPCVM gérés, tous les engagements hors bilan conclus à l’occasion des opérations de placement à l’étranger.
  + 1. Tenu d’un relevé chronologique des opérations

L’établissement dépositaire tient un relevé chronologique des opérations réalisées par l’OPCVM ou par l’établissement de gestion. Ledit relevé doit comporter les mentions suivantes :

* date de l’opération ;
* date de valeur de l’opération ;
* type de l’opération ;
* valeur objet de l’opération ;
* sens de l’opération ;
* quantité objet de l’opération ;
* cours de la transaction, le cas échéant ;
* montant net de l’opération ;
* identité de la société de bourse intermédiaire, le cas échéant ;
* libellé de la contrepartie, le cas échéant.
  + 1. Contrôle des frais de gestion

L’établissement dépositaire contrôle les frais de gestion prélevés par l’OPCVM ou par la société de gestion avec ceux indiqués dans la note d'information.

* + 1. Contrôle des commissions de souscription et de rachat

L’établissement dépositaire contrôle les commissions de souscription et de rachat acquises à l’OPCVM prélevées avec celles indiquées dans la note d'information.

Par ailleurs, lorsque les souscriptions et les rachats sont effectués auprès de ses guichets, il s’assure que les commissions prélevées s’inscrivent dans le respect des plafonds indiqués dans la note d’information.

* + 1. La gestion du passif de l’OPCVM :
       1. Centralisation des ordres de souscriptions et rachats de parts ou d’actions d’OPCVM :

La centralisation des ordres de souscription et rachats de parts ou d’actions d’OPCVM consiste à :

* Assurer la réception centralisée des ordres de souscription et de rachat et procéder à l’enregistrement correspondant ;
* Contrôler le respect de la date et l’heure limite de réception des ordres de souscription et de rachat selon le délai mentionné dans la note d’information ;
* Communiquer, à l’OPCVM ou à la société de gestion, les ordres de souscription et de rachat reçus

L’établissement dépositaire assure, au niveau de ses propres guichets de commercialisation, l’affichage de la valeur liquidative des OPCVM dont il assure la commercialisation, tel qu’indiqué dans la note d’information.

L’affichage de la valeur liquidative doit intervenir au plus tard le lendemain du jour de son calcul.

* + - 1. Gestion du compte émission de l’OPCVM :

En tant que « dépositaire-conservateur », le dépositaire gère aussi le compte émission de l’OPCVM ouvert auprès du dépositaire central.

A cet effet, et à chaque changement dans le nombre de parts issus du traitement des souscriptions et de rachats de l’OPCVM, l’établissement dépositaire, assure la vérification et la mise à jour du nombre de parts ou titres de l’OPCVM.

* 1. Contrôle de la régularité des décisions de gestion

Dans le cadre de ses missions de dépositaire d’OPCVM, le dépositaire s’assure de la régularité des décisions de gestion prises par l’OPCVM ou la société de gestion.

A cet effet, à l’issue de chaque contrôle effectué, l’établissement dépositaire consigne, dans un registre des contrôles, les examens et les contrôles effectués, ainsi que les résultats obtenus.

Ce registre doit permettre d’établir, à tout moment, un rapprochement entre les contrôles qui incombent à l’établissement dépositaire et ceux qu’il a réalisés.

Les contrôles sont réalisés a posteriori et sont systématiques à chaque calcule de valeur liquidative.

Il convient ici de préciser que les missions de contrôle de la régularité des décisions de gestion sont souvent effectuées par un département « Contrôle dépositaire » qui est distinct du contrôle interne de l’établissement dépositaire.

* + 1. Contrôle de la cohérence de la valeur liquidative

L’établissement dépositaire apprécie la cohérence du calcul de la valeur liquidative, notamment à travers des sondages.

A ce titre, il doit veiller à ce que la SICAV ou l’établissement de gestion lui communique les méthodes d’évaluation des actifs, ainsi que toute information nécessaire à l’évaluation des titres détenus en portefeuille.

Les formules de valorisation des actifs sont détaillées en annexe II du présent guide.

* + 1. Contrôle des ratios réglementaires

L’établissement dépositaire s’assure, en permanence et a posteriori, du respect par l’OPCVM et la société de gestion des règles prudentielles, de la classification, de l’orientation d’investissement et de la politique de placement, telles que spécifiées dans la note d'information.

En revanche, il n’exerce aucun contrôle sur l’opportunité des décisions de gestion de la société de gestion.

A cet effet, l’établissement dépositaire contrôle au plus tard deux (2) jours après le calcul de la VL l’ensemble des ratios.

Les formules de calcul des ratios sont détaillées en annexe III du présent guide.

* 1. Correction des anomalies

L'établissement dépositaire doit mettre en place un dispositif permettant de corriger les anomalies relevées dans l'exercice de sa mission de contrôle.

Il adresse à la SICAV ou à l’établissement de gestion, au plus tard le lendemain du jour où il a relevé l’anomalie, un courrier relatant les faits constatés et demandant leur régularisation en précisant le délai.

En cas de dépassement, l’établissement dépositaire met en demeure la SICAV ou l’établissement de gestion de ne plus donner d’ordre qui pourrait aggraver ledit dépassement.

Si, à l’expiration du délai imparti, la régularisation n’a pas été effectuée, l’établissement dépositaire adresse un deuxième courrier à la SICAV ou à l’établissement de gestion exigeant le rétablissement immédiat de la situation. Il en informe immédiatement l’AMMC et le commissaire aux comptes.

1. Résiliation de la convention entre l’établissement dépositaire et l’OPCVM ou la société de gestion

Les conditions et modalités de résiliation de la convention entre l’établissement dépositaire et l’OPCVM ou la société de gestion doivent être précisées au niveau de la convention.

La convention peut fixer une liste de motifs donnant droit à la résiliation aux parties.

Elle doit prévoir aussi les mesures à prendre pour la préservation des intérêts des actionnaires ou porteurs de parts.

Il est à rappeler qu’on cas de résiliation de la convention, l’établissement dépositaire demeure responsable à l’égard de l’OPCVM initial jusqu’à son remplacement par un autre établissement.

1. Reporting à communiquer à l’AMMC par le Teneur de Comptes Dépositaire

Le tableau suivant récapitule la liste des reportings à transmettre à l’AMMC ainsi que leurs délais d’envoi.

Les canevas des reportings en question sont en annexe IV du présent guide.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Nature des documents  & informations | Modèle  Modalité de transmission | Périodicité | Délai limite de transmission |
| Rapport de contrôle des OPCVM | Annexe OPCH 4  SESAM | Hebdomadaire | Deuxième jour ouvré qui suit le vendredi de chaque semaine |
| Répartition des souscripteurs actions ou parts OPCVM | Annexe TCB 6 SESAM | Mensuelle | 10 jours ouvrés après la fin du mois |
| Inventaire des actifs | Annexe TCB 8 Electronique (Mail) | Trimestrielle | 10 jours ouvrés après la fin du trimestre |

Annexes

Annexe I : Mentions minimales de la convention établissement dépositaire / SICAV ou établissement de gestion

Sans préjudice des obligations légales incombant aux parties, la convention doit apporter un certain nombre de précisions quant aux diligences devant être déployées par lesdites parties, concernant les aspects suivants :

1. L’identité et la qualité des parties ;
2. Les obligations de la SICAV ou de l’établissement de gestion ;
3. Les obligations de l’établissement dépositaire ;
4. La rémunération de l’établissement dépositaire ;
5. La description des modalités de communication des informations entre les parties ;
6. Les conditions et les modalités de résiliation, sans préjudice des dispositions légales en la matière.
7. Les moyens mis en œuvre par les dépositaires ;
   1. L’entrée en vigueur.L’identité et la qualité des parties :

Raison sociale, forme, adresse du siège social et identité des représentants des parties contractantes. En cas de délégation de gestion, la convention doit préciser l’identité de la société délégataire de gestion et l’identité de l’OPCVM pour le compte de qui elle agit.

* 1. Les obligations de la SICAV ou de l’établissement de gestion

La convention doit préciser :

* l’obligation de transmission, sur demande du dépositaire, de toutes les informations nécessaires à l’accomplissement par ce dernier des missions légales et contractuelles qui lui incombent et ce, dans les délais convenus par les parties ;
* l’information de l’établissement dépositaire de l’exécution des ordres d’achat et de vente de titres le jour même où la SICAV ou l’établissement de gestion en a pris connaissance ;
* l’information, sans délai, de l’établissement dépositaire des méthodes d’évaluation des actifs et de toutes modifications y afférentes, le cas échéant.
  1. Les obligations de l’établissement dépositaire

1. La conservation des actifs :

La convention doit préciser les diligences suivantes pesant sur l’établissement dépositaire :

- effectuer les rapprochements prévus par la circulaire de l’AMMC ;

- assurer le contrôle quotidien des mouvements des espèces ayant affecté le compte de l’OPCVM.

1. La valorisation :

La convention doit préciser l’obligation de l’établissement dépositaire de veiller sur la conformité de la valorisation des actifs et du calcul de la valeur liquidative effectués par la SICAV ou l’établissement de gestion aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

1. frais de gestion et des commissions de souscription et de rachat

La convention doit préciser l’obligation pour l’établissement dépositaire de veiller à l’application des taux spécifiés au niveau de la note d’information par l’établissement de gestion ou la SICAV.

1. Le traitement des opérations

La convention doit préciser l’obligation pour l’établissement dépositaire :

* de traiter les opérations de l’actifs et du passif de l’OPCVM ;
* de s’assurer de la conformité des méthodes de comptabilisation appliquées par la SICAV ou l’établissement de gestion aux dispositions légales et réglementaires en vigueur ;
* d’informer, sans délai, la SICAV ou l’établissement de gestion de tout événement dont il a eu connaissance et qui est susceptible d’affecter la vie des titres détenus en portefeuille ;
* d’avertir la SICAV ou l’établissement de gestion, le cas échéant, de toute anomalie relevée dans l’exercice desdits contrôles et ce, dans le délai fixé par la circulaire de l’AMMC.

1. L’inventaire des actifs**:**

La convention doit préciser que l’établissement dépositaireétablit et certifie, au moins une fois par trimestre, l’inventaire des actifs de l'OPCVM.

1. Les relations avec les tiers

La convention doit préciser l’obligation pour l’établissement dépositaire de :

* transmettre à l’OPCVM les informations relatives à l’exécution des opérations (avis d’opéré, extraits de comptes, état récapitulatif mensuel, …) ;
* assurer les relations avec les autres établissements dépositaires ;
* assurer les relations avec Maroclear.
  1. Les moyens mis en ouvres

La convention doit mentionner que :

* L’établissement dépositaire dispose des moyens financiers et techniques, ainsi que des moyens humains nécessaires à l’exercice de sa mission.
* L’établissement dépositaire à met en œuvre les moyens nécessaires pour accomplir sa mission conformément aux meilleures pratiques de la profession. A cet effet, il met en œuvre une organisation rationnelle des tâches, documentée par un manuel de procédures fixant les règles de fonctionnement. Il s’engage à actualiser, chaque fois que nécessaire, cette organisation et ces procédures.
* L’établissement dépositaire s’assure de la compétence des personnes qu’il charge de remplir la fonction de dépositaire.
  1. La rémunération de l’établissement dépositaire

La convention doit préciser :

* le montant ou le taux de la rémunération ainsi que la base de son calcul ;
* les services couverts par ladite rémunération ;
* la ventilation de la rémunération par service fourni, le cas échéant ;
* les modalités de son règlement (périodicité…).
  1. Les modalités de communication des informations entre les parties

La convention doit détailler les modalités de communication des informations entre les parties, notamment :

* la communication des informations nécessaires à l’établissement dépositaire à l’effet d’effectuer les contrôles précédemment évoqués ;
* la communication des informations à la SICAV ou l’établissement de gestion au sujet des anomalies relevées par l’établissement dépositaire.

La convention doit préciser les conditions dans lesquelles l’établissement dépositaire a accès aux procédures et aux systèmes informatiques utilisés par l’établissement de gestion ou la SICAV et ce, dans le respect des règles de déontologie et d’indépendance des parties.

* 1. Les conditions et modalités de résiliation

La convention peut préciser la possibilité pour la SICAV ou l’établissement de gestion, d’une part, et pour l’établissement dépositaire, d’autre part, de demander la résiliation de la convention à l’autre partie.

La convention peut fixer une liste de motifs donnant droit à la résiliation aux deux parties. Dans ce cas, elle doit prévoir les mesures à prendre pour la préservation des intérêts des actionnaires ou porteurs de parts.

Annexe II : Formules de valorisation des Actifs

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Type d'actif émis au Maroc** | **Règles de valorisation** | **Source** | **Fréquence** | | **Référence réglementaire** |
| Actions et droits cotées | Sont évaluées à leur dernier cours coté sur le marché central. Lorsque la valeur est réservée à la hausse ou à la baisse, le cours de référence donné par la Bourse des valeurs est retenu pour l’évaluation. | Site de la bourse de Casablanca www.casablanca-bourse.com | | Quotidienne | Circulaire de l’AMMC , Chapitre. II, Section. 2, Article. II.2.28 |
| Parts ou actions d’OPCVM | sont évaluées à leur dernière valeur liquidative connue, quelle que soit la périodicité de calcul de cette dernière. | Société de gestion de l'OPCVM acquis et/ou ASFIM | | Quotidienne | Circulaire de l’AMMC, Chapitre. II, Section. 2, Article II.2.31 |
| Parts ou actions d’OPCR et les parts de FPCT | Sont évaluées à leur dernière valorisation connue. | Société de gestion du FPCT ou de l’OPCR | | Quotidienne | Circulaire de l’AMMC, Chapitre. II, Section. 2, Article. II.2.31 |
| Bons du Trésor | Sont valorisés sur la base de la courbe des taux de référence publiée quotidiennement par BANK ALMGHRIB, au plus tard à 11 heures 30 mn le jour du calcul de la VL, sauf instruction spéciale de l’AMMC. | Site de Bank Al Maghrib www.bkam.ma et plateformes d’informations financières | | Quotidienne | Circulaire de l’AMMC, Chapitre .II , Section.2, Paragraphe 2 Art :II.2.32 |
| Titres de Créances (émetteurs privés) | sont valorisés sur la base de la même courbe des taux de référence majorés, le cas échéant, d'une prime de risque liée à l'émetteur et aux caractéristiques propres de l’émission. La prime de risque à prendre en compte : - les obligations sur le marché primaire : note d’information - les obligations sur le marché secondaire : la prime de risque communiquée par la SDG - les TCN sur le marché primaire ou secondaire : la prime de risque communiquée par la SDG - les BDC > 2 ans : l’écart entre le taux d’intérêt et celui de la courbe BAM du jour de règlement/livraison.  \*En cas de modification de ladite prime, l’OPCVM ou la SDG doit en informer, sans délai le dépositaire en précisant les motifs et raisons du changement. | Site de Bank Al Maghrib www.bkam.ma | | Quotidienne | Circulaire de l’AMMC, Art II.2.33 |
| BDC <= 2 ans | Capital \* (1 + (Durée\*Taux) /base)  Avec   * base = 360 ;365 ; Réel (365 ou 366 selon l'année), selon le contrat * "Durée" fait référence à la durée écoulée : Date de valorisation - Date d'émission (jouissance). * Taux et base : définis au niveau du bon. * Capital : Valeur nominale définie au niveau du bon. |  | |  |  |

**Règles d’évaluation des placements à l’étranger**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Type d'actif émis à l’étranger** | **Règles de valorisation\*** | **Source** | **Fréquence** | **Référence réglementaire** |
| Actions cotées | Sont évaluées à leurs derniers cours de clôture connus sur le marché où elles sont négociées. |  | Quotidienne | Circulaire de l’AMMC |
| Titres de Créances | Sont évalués conformément aux règles et méthodes en vigueur dans leur pays d’émission. |  | Quotidienne | Circulaire de l’AMMC |
| Parts ou actions d’OPCVM | Sont évaluées à leur dernière valorisation connue lorsque la périodicité de calcul de cette dernière est quotidienne ou hebdomadaire.  Pour les OPCVM étrangers qui valorisent avec des périodicités dépassant une semaine, la société de gestion marocaine s’assure de la cohérence de la valorisation retenue pour l’OPCVM étranger lors de l’établissement de la valeur liquidative de l’OPCVM qu’elle gère. | Le résultat de ce contrôle de cohérence doit être obtenu par le dépositaire auprès de la société de gestion marocaine. | A chaque calcul de VL | Circulaire de l’AMMC |
| Dépôts | Les dépôts sont évalués à la valeur contractuelle, déterminée en fonction des conditions fixées dans le contrat. |  | A chaque calcul de VL | Circulaire de l’AMMC |
| Cours de changes | Le cours de change de valorisation des instruments financiers étrangers doit être le dernier cours de clôture MID, calculé comme la moyenne du cours de clôture ASK et du cours de clôture BID affichés par Bank Al-Maghrib.  Dans le cas où le placement a été effectué moyennant une devise non cotée par Bank Al Maghrib, la valorisation de l'instrument est faite en utilisant les cours croisés (cross) MID, tel que défini à l’article II.2.46, avec le dollar américain ou l'Euro. |  | A chaque calcul de VL | Circulaire de l’AMMC |

(\*) Les valeurs dont le cours n’a pas été constaté le jour de l’évaluation sont évaluées conformément aux règles et méthodes en vigueur dans leur pays d’émission.

Annexe III : Formules de calcul des ratios réglementaires

Il est à rappeler que cette annexe retrace uniquement les formules de calcule des ratios réglementaire sans préjudice des autres règles de classification, tel que prévu par l’arrêté du ministre des finances et de la privatisation n° 1670-07 du 10 chaabane 1428 (24 aout 2007) relatif à la classification des organismes de placement collectif en valeurs mobilières.

| **Contrôle** | **Ratios** | **Formule de calcul** | **Règles applicables** |
| --- | --- | --- | --- |
| **Règles Prudentielles** | Ratio de placement à l'étranger | Somme des contrevaleurs MAD des Soldes banque créditeurs de l’ensemble des comptes en devises + Valorisation des Titres libellés en devise (convertis en MAD)  ----------------------------------------------------------**< 10 %**  Actif net | \*Les comptes en devises ouverts ne doivent pas enregistrer de position débitrice.  \*Toutes les règles prudentielles auxquelles sont soumis les OPCVM marocains restent applicables à l’investissement à l'étranger.  \*Les montants non utilisés dans le cadre des placements envisagés par les OPCVM doivent être cédés sur le marché des changes dans un délai n’excédant pas dix (10) jours à compter de la date de leur versement dans lesdits comptes, à l’exception des soultes résultant des opérations de placements en devises et ce, dans la limite de la contrevaleur d’un montant de cent mille (100.000) Dirhams par compte en devises ouvert au nom de l’OPCVM.  \* l'OPCVM ne peut disposer que d’un seul compte ouvert par devise, |
| Ratio de liquidité | Solde banque MAD Créditeurs + contrevaleur solde banque Comptes devises + Tout placement assimilé à des liquidités (DAT <= 2ans) -----------------------------------------------------**< ou = 15 %**  Actif Net | Contrevaleur Solde des Comptes devises = MID taux de change \*soldes des comptes devises |
| Emprunts d'espèces | Emprunts d'espèces  + Pensions livrées + Dette représentative des titres empruntés  -------------------------------------- ------------**< ou = 10 %**  Actif Net | Dette représentative des titres empruntés = positions empruntées valorisées au cours marché + intérêts TTC sur emprunts au prorata |
| TCN+ FPCT+ OPCC | TCNs émis par des personnes morales dont les titres ne sont pas inscrits à la cote de la Bourse des valeurs + parts de FPCT + parts d’OPCC ------------------------------------------- ---------**< ou = 20 %**  Actif Net |  |
| Ratios de division des risques: Placement par émetteur | Titres émis par un même émetteur ---------------------------------------------------- **< ou = 10 %**  Actif Net | Avant de calculer ce ratio nous devons :   * Ecarter de la position les **actions** cotées dont la pondération dans le MASI dépasse 10% * Ecarter les titres émis par l’état. * Ecarter les titres garantis par l’état.   **Note** : Un même émetteur peut émettre des titres en MAD et d’autres en devises étrangères dans ce cas le ratio considère toutes les émissions MAD et devises étrangères |
| Actions émises par un même émetteur dont le poids dépasse 10% dans le MASI --------------------------------------------------- **< ou = 15 %**  Actif Net |  |
| Le rapport entre la valeur totale des titres de capital qu'un OPCVM détient auprès des émetteurs dans chacun desquels il investit plus de 10% et son actif net ne peut dépasser, en aucun cas, 45%. |  |
| Ratios de division des risques: Ratio d'emprise | Quantité de titres de même catégorie détenu par l'OPCVM -----------------------------------------------------**< ou = 10 %** Quantité globale de ces mêmes titres sur le marché | Sont considérés comme relevant de la même catégorie de valeurs mobilières: \* les valeurs mobilières donnant accès au capital d'un même émetteur  \* les valeurs mobilières conférant un droit de créance général sur le patrimoine d'un même  émetteur ;  \*Les actions ou parts d'un même OPCVM |
| Créance représentatives des opérations de pensions | Pensions reçues par une même contrepartie ----------------------------------------- ------------**< ou = 20 %**  Actif Net | Les acquisitions temporaires sont valorisées HT au prorata temporis |
| Somme des pensions reçues  ------------------------------------------------- **< ou = 100 %**  Actif Net | Les acquisitions temporaires sont valorisées HT au prorata temporis |
| **Ratios de classification des OPCVM** | OPCVM Actions | (Titres actions + Certificats d'Investissement+ Droits d'attribution ou de souscription)Inscrits à la cote de la bourse des valeurs ou sur tout autre marché réglementé, en fonctionnement régulier et ouvert au public ----------------------------------------------------- **> ou = 60 %**  (Total Actif - liquidités - titres d'OPCVM "actions") | Liquidité : (Banque MAD +) + (contrevaleur du solde du Comptes devises \*+) + DAT ≤ à 2 ANS |
| OPCVM « Obligations à court terme» (OCT) | ---------------------------------------------------- **> ou = 90 %** (Total Actif - liquidités - Pensions reçues - Titres d'OPCVM "OCT") | Liquidité : (Banque MAD +) + (contrevaleur du solde du Comptes devises \*+) + DAT ≤ à 2 ANS  Un OPCVM « obligations court terme » ne peut détenir d’actions, ni de certificats d’investissement, ni de droits d’attribution ou de souscription, ni de parts d’OPCVM « actions », ni de parts d’OPCVM « diversifiés », ni de parts d’OPCVM "Contractuel". |
| OPCVM " Obligations moyen et long terme" (OMLT) | Valorisation des Titres de créances -----------------------------------------------------**> ou = 90 %** (Total Actif - liquidités - Pensions reçues - Titres d'OPCVM "OMLT") | Liquidité : (Banque MAD +) + (contrevaleur du solde du Comptes devises \*+) + DAT ≤ à 2 ANS |
| OPCVM monétaires | Valorisation des Titres de créances de durée résiduelle inférieure à un an -----------------------------------------------------**> ou = 50 %** (Total Actif - liquidités - Pensions reçues - Titres d'OPCVM "monétaire") | \* Liquidité : (Banque MAD +) + (contrevaleur du solde du Comptes devises \*+) + DAT ≤ à 2 ANS  \* Les « OPCVM monétaires » sont ceux dont la totalité de l'actif, hors titres d'«OPCVM monétaires», créances représentatives des opérations de pension qu'ils effectuent en tant que cessionnaires et liquidités, est en permanence investi en titres de créances. |
| OPCVM Diversifié | Un OPCVM « diversifié » ne peut à aucun moment être investi à hauteur de plus de 60% en actions et/ou assimilés ni être investi à hauteur de plus de 90% en titres de créances | Un OPCVM « diversifié » est l’OPCVM qui n’est ni OPCVM « actions », ni OPCVM « obligations court terme », ni OPCVM « obligations moyen et long terme », ni OPCVM « monétaires », ni OPCVM « contractuel ». |
| OPCVM Contractuel | En fonction des règles de placement définies dans la note d’information du fonds. |  |
| **Politique d'investissement** | Contrôle de la sensibilité de l'OPCVM | OPCVM Obligataire à court terme: **0,5 < S < ou =1,1**  OPCVM Obligations moyen et long terme: **S > 1,1**  OPCVM monétaire **< ou = 0,5** | \*s'assurer du respect de la politique d'investissement précisé dans la note d'information;  \*La sensibilité minimale et la sensibilité maximale que son portefeuille peut atteindre. L’écart entre la sensibilité minimale et maximal de l'OPCVM ne peut dépasser 400 points de base, sauf dérogation expresse de l’AMMC. Une telle dérogation peut être demandée lorsque la stratégie d’investissement est dictée au gestionnaire par un comité d’investissement externe audit gestionnaire. |
| **Capital minimum de fonctionnement d'un OPCVM** | | Actif Net de la SICAV **> 2 500 000 DH** Actif Net du FCP **> 500 000 DH** | Si ces seuils sont atteints, informer la SDG (en copie l’AMMC) pour suspendre les rachats. |
| **Ratio de prêt de titres** | | Créances représentatives des titres prêtés/ Actif net <= 10% | Un OPCVM peut effectuer des opérations de prêt de titres dans une limite de dix pour cent (10%) de ses actifs.  Cette limite peut être portée à cent pour cent (100%) quand l’emprunteur remet des espèces ou des titres en garantie. Lesdits titres remis en garantie ne doivent pas être émis ou garantis par l’emprunteur ou par une entité appartenant au même groupe de l’emprunteur. |

Annexe IV : Reporting

[Annexe](#Annexe_TCB_6)  OPCH 4: Rapport de contrôle des OPCVM

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Date de VL | Dénomination OPCVM | Code OPCVM | Code DC OPCVM | Classification | Famille de dépassement | Type de dépassement | Ratio | Détails dépassement | Emetteur/Contrepartie |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

Annexe TCB 6 : Répartition des souscripteurs actions ou parts OPCVM

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **OPCVM** | **Dénomination de l’établissement dépositaire** | **Code affilié** | **Mois** | **Année** | **Dernière VL du mois[[1]](#footnote-1)** | **Date de la VL** |
|  |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Catégorie** | **Nombre d'actions ou de parts** | **Valorisation[[2]](#footnote-2)** | **En pourcentage de l'actif net** |
| **PORTEURS RESIDENTS** |  |  |  |
| Personnes physiques |  |  |  |
| Entreprises non financières |  |  |  |
| Entreprises financières dont : |  |  |  |
| Banques |  |  |  |
| Sociétés de financement |  |  |  |
| Caisse de dépôt et de gestion (CDG) |  |  |  |
| Compagnies d'assurances et de réassurance |  |  |  |
| Organismes de prévoyance et de retraite |  |  |  |
| O.P.C.V.M. |  |  |  |
| Autres sociétés de portefeuilles |  |  |  |
| Sociétés de bourse |  |  |  |
| Autres institutions financières |  |  |  |
| **PORTEURS NON RESIDENTS** |  |  |  |
| Marocains résidents à l'étranger (MRE) |  |  |  |
| Autres personnes physiques non résidentes |  |  |  |
| Personnes morales non résidentes |  |  |  |
| TOTAL |  | (Actif net) | 100% |

Ce reporting doit reprendre les données avant souscription rachat de la journée pour les OPCVM quotidiens, et de la semaine pour les OPCVM hebdomadaires.

Annexe TCB 8  : Inventaire des actifs[[3]](#footnote-3)

**A certifier par le dépositaire**

(Hors Actif Immobilisé)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **OPCVM** | **Gestionnaire** | **Dépositaire** | **Trimestre** |
|  |  |  |  |

**TITRES A DETAILLER ET A CLASSER PAR EMETTEUR ET PAR NATURE**

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Émetteurs** | **Code DC[[4]](#footnote-4)** | **Désignation** | **Quantité**  **(A)** | **Valorisation**  **par titre en DH**  **(C)** | **Valorisation**  **globale en DH**  **(D=C\*A)** | **% par rapport**  **au total Actif** |
| **Émetteur 1** | Titre 1 |  |  |  |  |  |
| Titre 2 |  |  |  |  |
| **….** |  |  |  |  |
| **Émetteur 2** | Titre 1 |  |  |  |  |  |
| Titre 2 |  |  |  |  |
| **….** |  |  |  |  |
| **OPCVM 1**  Gestionnaire |  |  |  |  |  |  |
| **OPCVM 2**  Gestionnaire… |  |  |  |  |  |  |
| **FPCT 1** |  |  |  |  |  |  |
| **FPCT 2…** |  |  |  |  |  |  |
| **OPCC 1** |  |  |  |  |  |  |
| **OPCC 2…** |  |  |  |  |  |  |
| **Dépôt à terme**  **(2 ans et plus)** |  |  |  |  |  |  |
| *Créances représentatives*  *des titres reçus en pension* |  |  |  |  |  |  |
| **Liquidités[[5]](#footnote-5)** |  |  |  |  |  |  |
| **Autres actifs** |  |  |  |  |  |  |
| **Total actifs** |  |  |  |  |  | **100%** |

**COMPLEMENT D’INFORMATIONS RELATIVES A L’INVENTAIRE DES ACTIFS**

|  |  |
| --- | --- |
|  | **Montant/quantité** |
| **Pensions livrées** |  |
| **Actif net** |  |
| **Nombre d’actions ou de parts** |  |

1 Arrêté au jour de calcul de la dernière VL pour les trois premiers trimestres de l’année et au 31 décembre pour le quatrième trimestre

Si non inscrit à DC, code à déterminer selon une démarche validée par l’AMMC

Comptes financiers -Actif moins dépôt à terme >2ans

L’inventaire des actifs est présenté avant souscription/rachat du jour d’arrêté, à l’exception de l’arrêté comptable des fonds qui doit être présenté après souscription/rachat.

1. Dernier VL hebdomadaire du mois pour les OPCVM à valeur liquidative hebdomadaire et ainsi que ceux à valeur liquidative quotidienne. [↑](#footnote-ref-1)
2. Produit du nombre d’actions ou de parts multiplié par la valeur liquidative. [↑](#footnote-ref-2)
3. Arrêté au jour de calcul de la dernière VL pour les trois premiers trimestres de l’année et au 31 décembre pour le quatrième trimestre [↑](#footnote-ref-3)
4. Si non inscrit à DC, code à déterminer selon une démarche validée par le CDVM [↑](#footnote-ref-4)
5. Comptes financiers -Actif moins dépôt à terme >2ans [↑](#footnote-ref-5)